

<https://www.snetap-fsu.fr/Faire-Front-contre-l-extreme-droite.html>



# Élections : "On ne discute pas cuisine avec les anthropophages ! "

- Nos Actions - Les Communiqués -

Date de mise en ligne : jeudi 4 juillet 2024

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---

[[https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L300xH226/logo\\_vert\\_fond\\_blanc\\_300x226-4-d0557.jpg](https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L300xH226/logo_vert_fond_blanc_300x226-4-d0557.jpg)]

Les résultats du 1er tour des élections législatives ont, comme nous le craignons, ouvert la porte à une phase politique lourde de périls pour notre démocratie et pour les principes républicains que défend le SNETAP-FSU. Une victoire du RN serait une catastrophe pour le pays et tou-tes ses habitant-es : l'extrême droite est une imposture politique, elle est antisociale, anti-écologique, dangereuse pour les libertés et porteuse de haines et de divisions du corps social et des salarié-es !

Quelques vérités bonnes à rappeler :

- **Le RN, un danger pour les libertés, la liberté pédagogique des enseignant-es, et le service public**

Le député RN Tanguy déclare, en Commission de l'Assemblée Nationale le 29 mai 2024, recevoir " beaucoup de retours d'enfants d'agriculteurs qui se plaignent d'avoir des enseignements particuliers qui...comment dire... différents de ce qu'ont vécu leurs parents, qui les mettent en porte-à-faux avec la façon dont leurs parents travaillent, évidemment des cours présentant une certaine vision de l'écologie, de la décroissance, du bien-être animal, qui leur expliquent que leurs parents ne savent pas travailler et qu'il faut faire autrement. (...) ça me revient systématiquement, d'avoir des enseignements idéologisés et qui ne sont pas du tout sur les transitions qui pourraient être acceptables (sic) et tout à fait bienvenues mais qui ont un fort contenu idéologique, pour ne pas dire politique. (...)."

Cette attaque inadmissible fait hélas écho aux violences et menaces auxquelles se livrent des représentant-es professionnel-les ou certaines associations proches de l'extrême-droite, comme "Parents vigilants" ou "SOS éducation". Loin des principes républicains, notamment de laïcité, à rebours de nos référentiels nationaux comme des politiques publiques, le RN veut établir une police de la pensée, érigeant son modèle réactionnaire en Vérité absolue.

Et que dire des propos du possible futur ministre de l'Éducation Nationale, Roger Chudeau pour qui « *il est de la responsabilité du législateur de veiller – à des fins de construction d'une identité citoyenne et en sorte d'assurer l'assimilation à notre civilisation et à son génie propre de tous les élèves – à ce que soit illustré, de manière iconique dans chaque classe, le processus de construction de la nation française* » et d'ajouter : « *former des citoyens français* », nourrir «  *dans l'imaginaire de générations d'élèves la connaissance et l'amour de la patrie* » et forger «  *le sentiment identitaire français* ». Et de conclure : «  *Le Parlement fixera , de manière concise et limitative, ce qui est attendu des élèves à la fin de chaque cycle [...]. Le détail des programmes et les labels validant les manuels scolaires relèveront du ministre de l'Éducation nationale* ». Cela figurait déjà dans le programme de Marine Le Pen pour les présidentielles 2022 pour lequel R.Chudeau avait déjà été la cheville ouvrière.

- **Le RN : une vision rétrograde de l'éducation**

Le RN prône un "big bang de l'autorité", une réforme du collège, pire que la réforme Attal. La formation professionnelle dès la classe de 5e et l'apprentissage dès 14 ans apparaissent comme l'alpha et l'oméga pour rétablir le calme dans les collèges et orienter précocement une main-d'œuvre patronale bon marché, et enfermer les élèves considérés comme perturbateur-rices dans des centres spécialisés ou ces centres éducatifs fermés ! L'obligation scolaire obligatoire jusqu'à 16 ans, décidée en 1959 dans la foulée de la signature par la France de la Déclaration internationale des droits de l'enfant, serait remise en cause. Pour le RN, les « mesures patriotiques pour l'école » consistent d'abord à l'orientation précoce des enfants selon une sélection formellement naturelle.

Aux orties le Conseil supérieur des programmes et le rôle de l'inspection générale puisque les programmes des matières scolaires seraient désormais soumis à approbation par le Parlement. A la poubelle la formation initiale des

enseignant-es par les Universités jugées trop « idéologiques »...

- **Le RN, une remise en cause des missions, des droits et des garanties statutaires de la Fonction publique**

Le RN considère que les fonctionnaires doivent obéir aveuglément, et que seules les missions dites « régaliennes » doivent bénéficier des protections statutaires. Pour le RN, les personnels n'ont pas à s'exprimer sur le sens de leurs métiers. Il nie de ce fait leurs expertises professionnelles... Le RN prévoit de s'attaquer à la pleine citoyenneté des personnels de la Fonction publique garantie par le statut général. Avec le RN, pas de revalorisation des carrières et des rémunérations, pas d'égalité professionnelle.

En matière de fiscalité, le RN porte des propositions qui conduiraient à totalement assécher les services publics en les privant de sources de financement et conduisant à des suppressions ou non-crétions d'emplois publics, des conditions de travail et d'accueil des usager.es dégradées...

- **Le RN et l'agriculture : en fonction du vent, mais finalement toujours pour les plus riches et contre la bifurcation écologique !**

Le Rassemblement national fait la guerre aux mêmes normes environnementales et sanitaires qu'il défendait il y a peu, considérant désormais que la baisse de l'usage des produits phytosanitaires nuit aux capacités de production des filières. En février 2023, des député-es RN ont déposé une proposition de loi en faveur d'une ré-autorisation des pesticides néonicotinoïdes pour le traitement des betteraves à sucre.

Dans l'hémicycle européen, le RN vote systématiquement contre la stratégie dite « de la ferme à la fourchette » - la déclinaison du Pacte vert pour l'agriculture - et s'oppose à tous les textes qui en découlent, notamment sur la montée en puissance de l'agriculture biologique...

Un jour, un avis. C'est aussi le cas de la position du RN sur les prix planchers pour les agriculteurs. Le 5 avril, le parti après des prises de parole contradictoires s'est finalement abstenu à l'Assemblée nationale lors de l'examen d'une proposition en ce sens.

Sur la Politique agricole commune européenne, la [PAC](#) « doit laisser place à la politique agricole française pour protéger le savoir-faire et l'excellence agricole nationale ». Mais le 23 novembre 2021, les député-es européen-ness d'extrême-droite votent finalement au Parlement européen le règlement général de la nouvelle Pac 2023-2027, qui continue de verser les primes à l'hectare et demeure aveugle au changement climatique.

Depuis des années, la position du SNETAP-FSU est claire : on ne discute pas avec l'extrême-droite ! Le SNETAP-FSU fait siens les propos de l'historien Jean-Pierre Vernant : « **on ne discute pas cuisine avec les anthropophages !** ». Non, on ne discute pas de dialogue social ni de service public ou d'intérêt général avec une famille politique qui ségrégue les travailleurs et les travailleuses, les usagers et les usagères, les essentialise, les racialise... Non, on ne discute pas avec une famille politique qui défend la privatisation des services publics en particulier celui de l'éducation et de la formation... On ne discute pas avec une famille politique qui considère que la bifurcation agro-écologique ou le bien-être animal sont des formes d'endoctrinement des jeunes dans nos établissements auxquelles il convient de mettre un terme !

**En conclusion, le SNETAP-FSU, comme sa fédération, souligne l'importance de construire rapidement, au-delà du moment électoral et de l'urgence à battre l'extrême-droite et ses alliés dans les urnes, une perspective politique à même de répondre aux attentes sociales et aux revendications des organisations syndicales. L'enjeu : défaire le Rassemblement national et porter une alternative sociale pour redonner de**

l'espoir.